Liste des fautes commises par des arbitres de pétanque et sanctions associés (Validé par le Codir du 4.04.2025)

Article 1 : Sanctions applicables par les différentes commissions

Les sanctions suivantes peuvent être appliquées en fonction de la gravité des fautes commises :

- Avertissement
- Blâme
- Non désignation pour certaines compétitions (Championnats, Nationaux, etc.)
- Non désignation pour une certaine durée
- Radiation du corps arbitral
- Remboursement des sommes d'argent indûment perçues
- Une ou plusieurs sanctions peuvent être choisies parmi celles énumérées ci-dessus ou mentionnées en annexe, dans le respect du principe de proportionnalité. Elles sont prononcées en considération de la gravité des faits et du comportement de leur auteur.

Le barème ci-après fixe des sanctions maximales ne pouvant être dépassées.

FAUTES

- Non-respect de la tenue vestimentaire exigée :
Blâme à suspension de 1 à 6 mois.
- Non-présentation sans motif valable à une compétition pour laquelle il a été désigné :
Blâme à suspension de 3 à 12 mois.
- Rapport d'arbitre transmis hors délais, non signé ou non transmis :
Avertissement à suspension de 1 à 6 mois.
- Manquement aux règlements ou décisions de la FFPJP :
Blâme à suspension de 1 mois à 1 an.
- Falsification de documents officiels :
Suspension de 1 à 5 ans.
- Encaissement indu d'indemnités d'arbitrage :
Remboursement + suspension de 1 à 3 ans.

INDISCIPLINE

- Comportement incorrect envers un joueur, un arbitre, un dirigeant, un organisateur ou tout officiel :
Blâme à suspension de 3 mois à 3 ans.
- Critique publique excessive ou harcèlement des dirigeants :
Suspension de 3 à 6 mois.
- Manquement aux règles usuelles de la bienséance envers des personnalités officielles :
Suspension de fonction et retrait de licence de 2 à 6 ans.
- Refus d'exécuter une décision de l'organisation :
Suspension de 6 mois à 2 ans.
- Intervention sur une rencontre non désignée :
Avertissement à suspension de 6 mois.

CONNIVENCE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

- Connivence avérée entre un joueur et un arbitre :
Suspension de 2 ans.
- Acceptation d'un avantage indu en échange d'une décision :
Radiation du corps arbitral.
- Non-déclaration d'un lien de parenté ou d'affinité avec un joueur avant une rencontre :
Suspension de 1 à 3 ans.

FORMATION ET OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

- Refus d'assister à la formation continue :
Impossibilité de se présenter à un grade ou examen à titre provisoire.
Interdiction temporaire d'exercer la fonction d'arbitre.
- Non-vérification des licences et/ou non-respect des conditions de participation des joueurs :
Avertissement solennel à suspension de 1 an.

MANQUEMENTS OPÉRATIONNELS

- Absence sur une compétition sans justification :
Suspension de 6 mois.
- Refus d'arbitrer une finale de championnat d'Europe :
Suspension de 1 an de tout championnat.
- Arbitrage de compétitions sans convocation officielle :
Interdiction d'arbitrage pendant 4 ans.
- Arrêt d'une compétition sans réunion de jury :
Interdiction d'arbitrer pendant 3 ans.
- Abandon de son poste en cours de compétition :
Suspension de 2 ans dont 6 mois avec sursis.
Rétrogradation au niveau départemental.
Interdiction de passer au grade supérieur.
- Proposition de réduction du nombre de mènes en finale de championnat :
Avertissement.
- Non-maîtrise du règlement conduisant à une erreur manifeste d'arbitrage :
Blâme à suspension de 6 mois.

La Commission peut décider de toute autre sanction qu'elle juge correspondre à l'infraction relevée, dans le respect du principe de proportionnalité. Les sanctions sont prononcées en considération de la gravité des faits et du comportement de leur auteur.

La décision de l'organe compétent fixe, le cas échéant, la prise d'effet et les modalités d'exécution des sanctions.

**** Cette liste n'est pas exhaustive. ****